



Rapport spécial

Adrienne Warren 416-866-4315
adrienne_warren@scotiacapital.com

Alex Koustas 416-866-4212
alex_koustas@scotiacapital.com

Petites entreprises, gros défis

L'importance des petites entreprises pour la performance économique du Canada ne fait aucun doute. Les petites entreprises sont une source importante de création d'emplois. Entre 2000 et 2010, les entreprises comptant moins de 100 salariés ont généré 456 000 nouveaux emplois nets (graphique 1), soit à peine moins que les 492 000 créés par les grandes entreprises (celles qui comptent 500 salariés et plus) sur la même période. Les entreprises moyennes (100 à 499 salariés) ferment la marche, avec seulement 84 000 nouveaux postes. Les petites entreprises représentent près de la moitié des emplois dans le secteur privé au Canada (graphique 2).

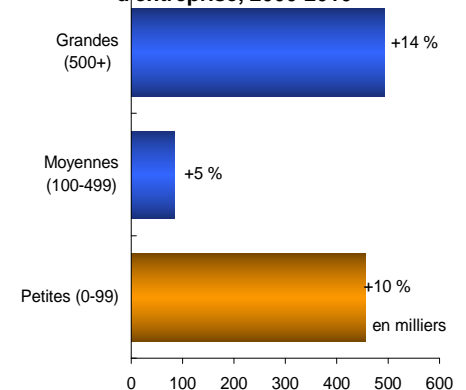
Les petites entreprises ont tendance à atténuer l'impact des replis économiques sur le marché canadien de l'emploi. L'emploi dans les petites entreprises a chuté beaucoup moins brutalement que dans les moyennes et les grandes durant la récession de 2008-2009, et s'est stabilisé plus rapidement (graphique 3). En revanche, l'embauche a été plus lente dans les petites entreprises que dans les moyennes et les grandes durant la reprise subséquente.

Le fait que les petites entreprises hésitent davantage à réduire ou à augmenter rapidement leurs effectifs selon l'évolution des conditions économiques s'explique en partie par leurs coûts de recrutement et de formation plus élevés. Cela témoigne également de la nature moins cyclique de leurs activités, surtout axées sur les services. Étant donné la conjoncture économique incertaine, nous prévoyons que l'embauche enregistrera des gains modestes au cours des prochains trimestres et que les petites entreprises resteront à la traîne des plus grandes à ce chapitre.

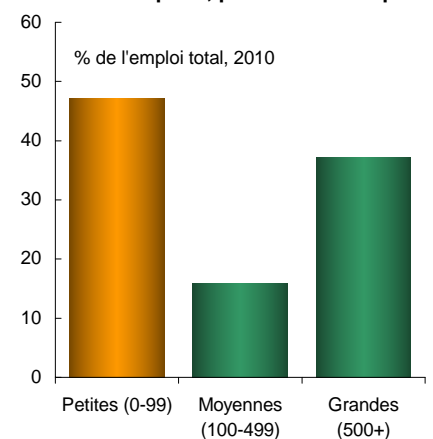
Les entreprises canadiennes de toutes les tailles devront probablement faire face à des conditions difficiles au cours des mois à venir, mais elles se positionnent pour exploiter les débouchés offerts par les régions en plus forte croissance au Canada et à l'étranger. À l'échelle nationale, les perspectives sont limitées par le rythme de croissance économique beaucoup plus lent et inégal de la plupart des pays développés, qui doivent composer avec des restrictions budgétaires de plus en plus sévères et des taux de chômage constamment élevés. Par ailleurs, l'intensification des tensions liées à la dette dans la zone euro et aux États-Unis donne à penser que les marchés financiers demeureront volatils durant cette période d'ajustement, ce qui aura pour effet d'entamer la confiance des entreprises et des consommateurs.

Les petites entreprises étant particulièrement sensibles à la demande intérieure, leur aptitude à maintenir leur dynamisme dépendra en grande

Graphique 1 - Croissance de l'emploi dans le secteur privé, par taille d'entreprise, 2000-2010



Graphique 2 - Emploi dans le secteur privé, par taille d'entreprise



Études économiques Scotia

Scotia Plaza, 40, rue King Ouest, 63^e étage
 Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
 Tél. : 416-866-6253 Téléc. : 416-866-2829
 Courriel : scotia_economics@scotiacapital.com

Le présent document est préparé par Études économiques Scotia, comme ressource pour les clients de la Banque Scotia et de Scotia Capitaux. Bien que les données présentées ici proviennent de sources présumées fiables, la Banque Scotia ou Scotia Capitaux Inc. ainsi que leurs employés dérogent toute responsabilité quant à l'exactitude des renseignements, des analyses et des prévisions qui y sont exposés.

partie de la vigueur des dépenses des consommateurs et des entreprises. À notre avis, les consommateurs se contenteront pour le moment de dépenser avec parcimonie, compte tenu du taux d'endettement élevé des ménages et d'un certain fléchissement des conditions d'emploi observé récemment. Ces prévisions sont étayées par les perspectives plus modérées qui caractérisent l'activité dans les secteurs de l'immobilier et de la rénovation.

Cependant, les tendances au chapitre de l'emploi, du revenu et des dépenses des ménages continueront d'afficher des différences marquées d'une région à l'autre, les régions sensibles aux secteurs des produits de base bénéficiant de conditions plus avantageuses que les régions plus dépendantes des exportations autres que de ressources naturelles vers les marchés établis des États-Unis, de l'Europe et du Japon.

La conjoncture actuelle favorise les firmes dont les produits et services s'adressent à une clientèle d'entreprises plutôt qu'à celles qui dépendent essentiellement des ménages. Les entreprises pourraient devenir plus prudentes sur le plan des nouvelles embauches et des nouveaux investissements au cours des prochains mois, mais leur bilan offre beaucoup de souplesse pour maintenir les dépenses courantes. Les petites entreprises continueront également de profiter de la vigueur actuelle des activités liées aux ressources.

Cependant, les meilleures perspectives de croissance pour de nombreuses petites entreprises pourraient résider dans leur aptitude à exploiter les marchés d'exportation, malgré les perturbations à court terme des flux des échanges commerciaux à l'échelle mondiale. Les pays émergents en plein essor de l'Asie et de l'Amérique latine, notamment, affichent un potentiel de croissance considérable. Les exportateurs ciblant les marchés plus traditionnels des États-Unis et de l'Europe seront sans doute éprouvés par la faible demande sous-jacente et les tendances démographiques moins avantageuses.

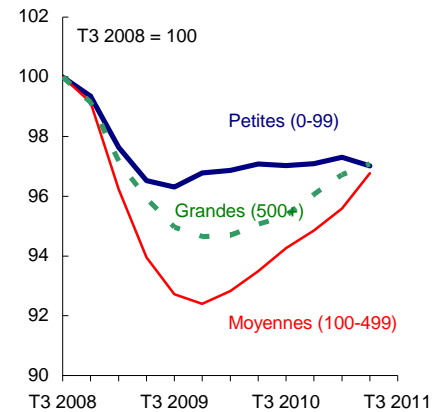
Outre l'ajustement nécessaire face aux perspectives plus modérées de la demande mondiale à court terme, les petites entreprises doivent continuer de s'adapter aux mouvements à plus long terme au sein du paysage économique. Parmi les principaux enjeux touchant les petites entreprises, mentionnons le vieillissement de la population, l'augmentation des taux d'immigration, les pénuries de main-d'œuvre spécialisée, particulièrement dans les métiers de la construction, la vigueur du dollar canadien et les coûts de l'énergie élevés.

Performance sectorielle

En général, les petites entreprises canadiennes sont plus axées sur le marché intérieur que leurs homologues moyennes ou grandes. Elles représentent une part relativement grande de l'emploi dans plusieurs industries à prédominance de services, dont le commerce de détail, l'hôtellerie et le tourisme, la construction et l'immobilier, les services professionnels, et les soins de santé privés. Ensemble, ces industries comptent pour 57 % de l'emploi dans les petites entreprises, comparativement à seulement 39 % pour les moyennes entreprises et à 37 % pour les grandes (tableau). Par ailleurs, les petites entreprises sont relativement moins présentes dans les secteurs de la fabrication, du transport, des ressources et des services financiers.

Les petites entreprises sont présentes dans divers secteurs à forte et faible croissance. Du point de vue des effectifs, les secteurs qui ont affiché la plus forte croissance au cours de la dernière décennie sont notamment la construction, le commerce de détail et la santé (graphique 4). Cependant, les petites entreprises sont également très présentes dans certains secteurs à faible croissance comme l'hébergement et les services de restauration.

Graphique 3 - Emploi dans le secteur privé, par taille d'entreprise



Emploi dans le secteur privé, par taille d'entreprise (% 2010)				
	Petites (moins de 100 salariés)	Moyennes (100 à 499 salariés)	Grandes (500 salariés et +)	Ensemble
Commerce de détail	15,6	12,0	22,2	17,4
Hébergement et restauration	13,7	10,7	4,7	10,0
Construction	11,8	6,7	2,7	7,7
Fabrication	10,4	22,4	14,6	13,8
Services prof.	8,8	7,1	4,9	7,1
Commerce de gros	7,5	8,8	5,2	6,9
Autres services	7,4	4,2	1,5	4,8
Administration	5,6	8,5	7,9	6,9
Santé	4,0	0,3	0,6	2,2
Transport	3,6	4,1	7,5	5,1
Immobilier	3,0	2,2	1,4	2,3
Finance	2,7	4,6	12,2	6,4
Arts et divert.	2,2	2,5	2,3	2,3
Information et culture	1,4	2,5	5,5	3,1
Gestion	0,9	1,0	1,1	1,0
Mines	0,9	1,9	2,8	1,8
Forêt	0,6	0,2	0,1	0,4
Serv. d'utilité publ.	0,0	0,2	2,6	1,0
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

La conjoncture économique devrait rester relativement difficile pour les détaillants et les autres entreprises orientées vers la consommation. On s'attend à ce que les ménages canadiens demeurent pour le moment frileux et sensibles aux prix, et à ce que les achats discrétionnaires souffrent de la modération des gains de l'embauche et de l'essoufflement du marché du logement. Les détaillants doivent aussi composer avec la vigueur du huard, qui rend les achats outre-frontière plus intéressants tout en décourageant les visites de touristes étrangers.

Dans le secteur de la construction, l'achèvement de plusieurs projets d'infrastructure gouvernementaux devrait commencer à modérer l'activité d'ici la fin de l'année. Les dépenses de construction et de rénovation résidentielles devraient aussi diminuer. Dans l'ensemble, toutefois, un dynamisme considérable devrait se maintenir grâce aux investissements de grande ampleur dans les principaux secteurs qui profitent des prix élevés des produits de base et de la demande toujours forte de ressources canadiennes sur les marchés émergents.

La demande de services professionnels – catégorie qui regroupe les avocats, les comptables, les architectes, les ingénieurs et les consultants – devrait elle aussi rester relativement soutenue. L'emploi dans ce secteur a grimpé de presque 3 % cette année, ce qui en fait un de ceux qui connaissent la croissance la plus rapide au Canada. La prudence croissante des entreprises devrait freiner quelque peu les plans d'embauche et d'expansion, mais la rentabilité remarquable des entreprises et les services de soutien nécessaires à un secteur des ressources en plein essor laissent entendre que cette catégorie d'emploi continuera de connaître une forte croissance.

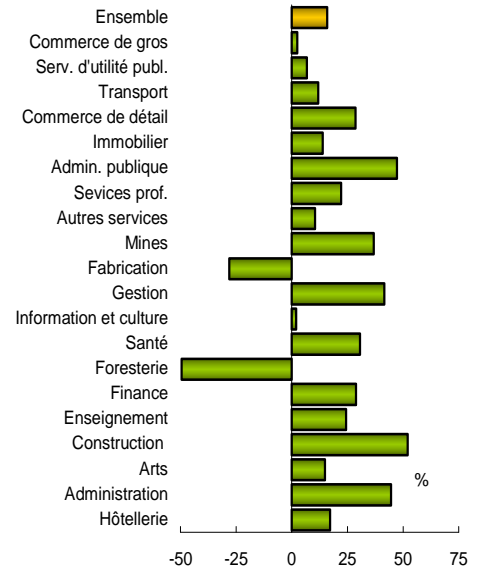
Performance des exportations

Les petites entreprises canadiennes ont moins tendance à exporter que leurs homologues moyennes et grandes. Moins de 10 % des plus petites entreprises – celles qui comptent moins de cinq salariés – ont exporté en 2007 (graphique 5). Ce pourcentage grimpe à 23 % pour celles qui comptent de 20 à 99 salariés mais demeure tout de même bien inférieur aux 33 % de moyennes entreprises qui exportent. Vu l'essoufflement de la croissance de la consommation et de l'activité du secteur du logement au Canada, la recherche de débouchés à l'exportation devrait être une priorité pour les petites entreprises.

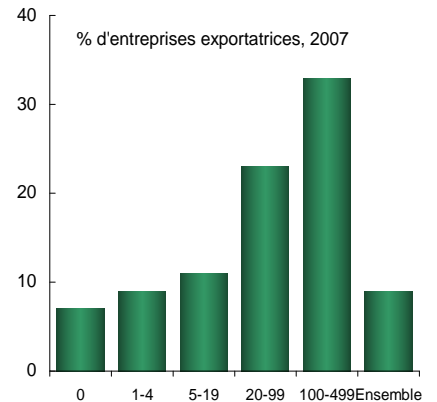
La concurrence sur le plan des prix et le respect des normes et règlements techniques font partie des défis que les petits exportateurs doivent relever. Les plus grandes entreprises ont les économies d'échelle et les ressources nécessaires pour surmonter les barrières de langue et régler les questions de fiscalité et de financement transfrontalières. Le fait que les petites entreprises ont moins tendance à exporter s'explique aussi par la composition de leurs activités, qui favorise les services axés sur le marché intérieur au détriment des industries plus tournées vers l'extérieur, comme la fabrication et les mines.

Bien qu'elles soient moins susceptibles d'exporter, les petites entreprises représentent tout de même un quart environ des exportations canadiennes (graphique 6). Dans plusieurs secteurs, dont le commerce de détail et les produits agricoles et forestiers, cette part grimpe à plus de 70 %. Les petites entreprises sont également d'importantes exportatrices de connaissances dans les secteurs des services financiers et culturels et des services aux entreprises. En revanche, elles pèsent pour moins de 15 % dans les exportations de produits manufacturés et miniers.

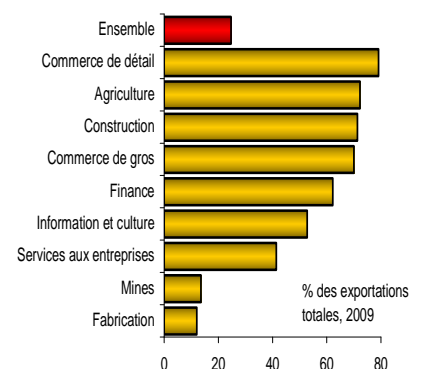
Graphique 4 - Croissance de l'emploi par secteur, 2000-2010



Graphique 5 - Tendance à exporter, par taille d'entreprise



Graphique 6 - Part des petites entreprises dans les exportations, par secteur



Plus de 70 % des exportations des petites entreprises sont destinées au marché américain. Cependant, les petites entreprises ciblent aussi très activement les marchés émergents, en particulier ceux d'Asie (graphique 7). Elles représentent respectivement 65 %, 53 %, 47 % et 37 % des exportations canadiennes vers l'Inde, la Corée du Sud, la Russie et la Chine. Elles sont donc bien placées pour profiter de l'augmentation rapide du pouvoir d'achat et des tendances démographiques plus favorables observées dans bon nombre de ces pays.

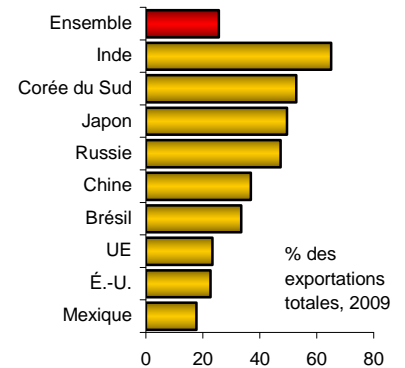
Performance régionale

L'expansion économique de Terre-Neuve-et-Labrador, nourrie par le pétrole, propulse cette province au premier rang canadien pour la croissance des petites entreprises sur la dernière décennie (graphique 8). Entre 2000 et 2010, les petites entreprises terre-neuviennes ont vu leurs effectifs bondir de plus de 20 %. Les tendances économiques et démographiques favorables ont également dopé la croissance des petites entreprises d'Alberta et de Colombie-Britannique, provinces qui ont toutes deux enregistré des gains bien supérieurs à la moyenne nationale.

Nous pensons que la conjoncture économique sera généralement plus difficile dans l'ensemble du pays en raison de la modération de la croissance mondiale. Néanmoins, les différences de performance régionales se maintiendront probablement. Les provinces de l'ouest et Terre-Neuve-et-Labrador voient leur activité soutenue par la vigueur continue des investissements liés aux ressources et l'expansion de leur bassin de consommateurs, alors que les provinces du centre et les Maritimes, plus exposées au ralentissement économique américain, doivent composer avec des perspectives de croissance relativement plus modestes.

Sources des données : Statistique Canada, Industrie Canada, Études économiques Scotia. L'emploi dans le secteur privé exclut les soins de santé, l'enseignement et les administrations publiques. Les données de l'EERH excluent également les travailleurs autonomes non salariés et les travailleurs agricoles.

Graphique 7 - Part des petites entreprises dans les exportations, par destination



Graphique 8 - Croissance des effectifs des petites entreprises, 2000-2010

